

## 1914-1918 : les grèves ouvrières en Isère

On sait que, au-delà de l'affrontement humain, « 14-18 » est aussi une guerre industrielle produisant canons, obus, gaz, tanks, etc. Pour les pays engagés dans le conflit, la production des usines est donc indispensable et leur main d'œuvre ouvrière un élément clef. En Allemagne comme en France, les gouvernements ont un atout pour réussir cet objectif : la « gauche » politique et syndicale se rallie immédiatement à l'objectif de guerre, alors qu'elle soutenait auparavant une orientation internationaliste et pacifiste. En France, la jeune SFIO (section française de l'internationale ouvrière, unifiant depuis 1905 plusieurs courants socialistes) publie le 28 juillet 1914 un manifeste disant « À bas la guerre ! Vive la république sociale ! Vive le socialisme international ! ».

Dès le 2 août, sa position bascule avec le discours de Vaillant qui déclare « en présence de l'agression, les socialistes accompliront tous leur devoir pour la patrie ». Le 4 août, les socialistes votent les crédits de guerre et le 26 août ils entrent au gouvernement d'Union sacrée formé pour mener la guerre. Même la CGT adhère à cette Union sacrée, abandonnant ses positions internationalistes antérieures : elle avait pourtant appelé en 1912 les ouvriers à la grève contre la guerre qui menaçait. Le 4 août 1914, lors des funérailles de Jaurès, le secrétaire général de la CGT Léon Jouhaux lève toute ambiguïté : « Au nom des travailleurs qui sont partis, au nom de ceux qui vont partir et dont je suis, nous nous levons pour repousser l'envahisseur » s'écrie-t-il !

Le gouvernement s'applique désormais à maintenir la paix sociale. Cet objectif est atteint au début de la guerre, mais cette unité se fissure ensuite et le monde du travail voit renaître des conflits. Au plan national, si les grèves sont très rares de 1914 à 1916, les deux dernières années de la guerre connaissent au contraire une contestation ouvrière importante, avec chacune des traits bien distincts.



Roger de La Fresnaye, L'artillerie, 1911

**Ce « Qrapo »  
résume un article  
de François  
Caussin &  
Bernard  
Dangréaux  
publié dans « La  
Pierre &  
L'Écrit » n° 24,  
2013, revue  
d'histoire éditée  
aux PUG.**

L'année 1917 reste, selon l'expression de Poincaré, *l'année trouble* de la guerre. Sur le front, les mutineries, amorcées en avril, atteignent leur paroxysme en mai et juin. A l'arrière, la baisse de l'esprit patriotique est incontestable. De fait, d'importantes grèves en janvier, puis au printemps, séparées par un 1<sup>er</sup> mai qui, pour la première fois depuis la guerre, revêt une certaine ampleur, viennent toucher de nombreuses corporations. Pour l'un et l'autre des mouvements pourtant, l'explication révolutionnaire tourne court. Les mutins protestent surtout contre les sacrifices inutiles et la rareté des permissions ; les grévistes réclament souvent de meilleurs salaires. L'assaut sanglant et infructueux déclenché par Nivelles le 16 avril sur le Chemin des Dames fait naître les premiers ; la flambée des prix de 1917 engendre les seconds. L'arrêt des actions offensives et l'adoption de mesures visant à mieux organiser la vie du soldat suffisent à ramener l'ordre militaire, cependant que cessent les grèves une fois satisfaites les revendications : indemnités de vie chère, augmentations de salaire ou semaine anglaise.

Une seconde vague de revendications éclate en 1918. La situation politique est alors sensiblement différente de celle connue en 1917. La guerre s'éternise ; l'entrée en guerre des Américains contre les puissances de l'Alliance (2 avril 1917) n'a guère encore d'effet sur le terrain ; la Russie révolutionnaire s'est retirée du conflit par le traité de Brest-Litovsk (15 décembre 1917). En politique intérieure, l'Union sacrée n'existe plus ; elle a pris fin symboliquement le 12 septembre 1917 avec la formation du gouvernement Painlevé dans lequel ne figure plus aucun ministre socialiste. L'inflation des prix toujours, mais aussi le rationnement du pain et de la viande, ainsi que la pénurie de charbon, pèsent sur la vie quotidienne et le pouvoir d'achat des familles. Le Comité de Défense Syndicale sera l'un des ferments des mouvements de grève de cette année 1918. Pour ce CDS, qui s'est constitué au cours de l'année 1916 autour de syndicalistes pa-

cifistes et souvent anarchistes, minoritaires au sein de la CGT, il s'agit d'organiser la grève générale afin d'entreprendre une lutte révolutionnaire contre la guerre. La décision de principe est prise en janvier 1918 et le congrès qui doit décider le déclenchement du mouvement est fixé aux 19 et 20 mai à Saint-Étienne. La lutte commence toutefois de façon dispersée. Lorsque l'ordre de grève est lancé, celle-ci dure depuis une semaine déjà dans la région parisienne : le 13 mai, la grève a été décidée chez Renault et s'est étendue aux 53 usines travaillant pour la Défense nationale. Le mouvement n'en est pas moins politique. C'est « *la grève pour la paix* » et même, dans la Loire, où l'on subordonne la reprise du travail à la signature d'un armistice, « *la grève jusqu'à la paix* ». Cette grève cesse pourtant dès le 21 mai à Paris, le 28 dans la Loire et ne dure nulle part plus de dix jours. Si le mouvement fut réprimé, les raisons de l'échec sont ailleurs : le nombre relativement restreint de régions touchées, l'isolement parmi les autres catégories sociales de l'action ouvrière, les divergences entre les dirigeants et une base pacifiste qui, même si elle en avait assez de la guerre, a finalement préféré la patrie à la révolution, ont eu raison du mouvement.

## Les grèves en Isère

Pour Becker<sup>1</sup>, l'arrêt total ou partiel, dès le 14 mai 1918, de 28 usines grenobloises produisant pour la Défense nationale s'inscrit dans la lutte politique contre la guerre. Il entre ainsi en contradiction avec Chomel<sup>2</sup> pour qui la grève grenobloise est déclenchée sur une simple question de salaires. Pour clarifier ce point, un retour sur ces mouvements de grève en Isère se révèle donc nécessaire avec pour sources les archives de la préfecture et de la presse quotidienne locale<sup>3</sup>.

### Les années 1914 à 1916

À partir de la mobilisation générale des 1<sup>er</sup> et 2 août et jusqu'en 1916, les conflits sociaux disparaissent presque entièrement ; mais pas totalement. En 1915 : grève longue et perdue en juin des gantiers grenoblois qui s'opposent à l'embauche de femmes pour la découpe des gants ; grève de la draperie viennoise en septembre. En 1916 : quelques grèves à Grenoble parmi cochers, couturières, imprimeurs et mégissiers, grève des ouvrières des Tissages de Vizille et grève des tisseurs viennois. Autrement puissantes sont les grèves des années 1917 et 1918.

### L'année 1917

Tableau chronologique des grèves de 1917

entreprise	branche	localité	début	fin	jours de grève	nombre de grévistes
Deglas & Fils	Habillement-Cuir-Textile	Vizille	20/01	06/02	18	
Mairie	Secteur public	Grenoble	28/02	01/03	2	
plusieurs (mégisseries)	Habillement-Cuir-Textile	Fontaine	03/05	03/05	1	
plusieurs (midinettes)	Habillement-Cuir-Textile	Grenoble	05/06	08/06	4	250
plusieurs (employés)	Commerce	Grenoble	07/06	10/06	4	700
plusieurs (Bouchayer, Magnat-Debon)	Mécanique-Métallurgie-Sidérurgie	Grenoble	01/07	01/07	1	54
4 usines de chaussures	Habillement-Cuir-Textile	Izeaux	02/07	04/07	3	350
Industrial & C <sup>ie</sup>	Habillement-Cuir-Textile	Grenoble	10/07	17/07	8	
plusieurs (employés)	Commerce	Grenoble	12/07	17/07	6	700
chaussure Garnier	Habillement-Cuir-Textile	Izeaux	07/08	07/08	1	20
Keller & Leleux	Mécanique-Métallurgie-Sidérurgie	Livet et Gavet	11/09	11/09	1	
plusieurs	Habillement-Cuir-Textile	Moirans	13/09	13/09	1	1 100
plusieurs (blanchisseuses)	Habillement-Cuir-Textile	Vienne	27/11	30/11	4	80

- 1 Becker Jean-Jacques, *Les Français dans la Grande Guerre*, Robert Laffont, 1980 ; et *14-18 : mourir pour la patrie ; 1917, l'année terrible*. Points Histoire, Seuil, 1992.
- 2 Chomel Vital, « L'urbanisme bourgeois et la montée du socialisme (1881-1919) », *Histoire de Grenoble*, Privat, 1976.
- 3 Les archives de la CGT ont été brûlées lors de la seconde guerre mondiale.

Deux remarques s'imposent. La durée des grèves : il ne s'agit généralement pas d'une journée unique de grève, qu'on pourrait qualifier d'avertissement, mais bien de tenir la grève plusieurs jours pour faire aboutir des revendications. À noter ensuite la place prépondérante de Grenoble avec 46 % des jours de grève (50 % avec Fontaine et Moirans) et - par rapport aux données connues - 76 % des journées individuelles de grève.

## L'année 1918

Tableau chronologique des grèves de 1918

entreprise	branche	localité	début	fin	jours de grève	nombre de grévistes
grève générale	Habillement-Cuir-Textile	Vienne	07/02	09/02	3	5 000
Frenay	Habillement-Cuir-Textile	Pont-Evêque	11/02	13/02	3	40
Chomiennne	Habillement-Cuir-Textile	Vienne	12/02	19/02	8	50
Chaumielle	Habillement-Cuir-Textile	Vienne	18/02	21/02	4	50
Clet	Bâtiment	Vienne	01/03	01/03	1	30
Frenay (3 Ets)	Habillement-Cuir-Textile	Vienne	25/03	26/03	2	150
grève du 1 <sup>er</sup> mai	Habillement-Cuir-Textile	Vienne	01/05	01/05	1	3 000
Bickert & Martin grève générale	Habillement-Cuir-Textile	Moirans	08/05	22/05	15	1 000
grève générale (25 Ets minimum)	Mécanique-Métallurgie-Sidérurgie & Bâtiment	Grenoble	12/05	14/05	3	5 000
grève générale	Mécanique-Métallurgie-Sidérurgie & Bâtiment	environs de Grenoble	13/05	15/05	3	1 585
grève générale	Habillement-Cuir-Textile	Vienne	21/05	27/05	7	2 000
Bonvallet (soierie)	Habillement-Cuir-Textile	Brezins	23/05	02/06	11	7
Perrin ganterie	Habillement-Cuir-Textile	Grenoble	25/05	27/05	3	150
Frenay	Habillement-Cuir-Textile	Pont-Evêque	01/06	03/06	3	150
Ébénistes & sculpteurs	Bois-Meubles	Grenoble	04/06	17/06	14	60
Tissages Duplan	Habillement-Cuir-Textile	Vizille	07/06	17/06	11	450
Ets Mornand et Mure (maçons)	Bâtiment, Mines	Vizille	10/06	11/06	2	80
Tissages Porte Jacquet	Habillement-Cuir-Textile	Voiron	11/07	14/07	4	100
ouvriers	Bâtiment	Vienne	15/07	19/07	5	30
Gratry Tissage	Habillement-Cuir-Textile	Morestel	09/08	17/08	9	70
Jouffray-Trompier	Mécanique-Métallurgie-Sidérurgie	Vienne	24/08	31/08	8	60
grève générale	Habillement-Cuir-Textile	Vienne	26/08	12/09	18	2 500
usines de chaussure (7)	Habillement-Cuir-Textile	Grenoble	09/09	18/09	10	203
Jouffray-Trompier	Mécanique-Métallurgie-Sidérurgie	Vienne	19/09	19/09	1	47
Barjon Papéterie	Chimie, Papéterie	Moirans	30/09	17/10	18	30
cordonniers	Habillement-Cuir-Textile	Izeaux	11/10	16/10	6	200
Vaganay	Habillement-Cuir-Textile	Vienne	21/10	21/10	1	

En nombre de grèves, les mouvements de 1918 touchent à parts presque égales les bassins d'emplois grenoblois (13 grèves) et viennois (14 grèves). Mais en décompte de grévistes, on constate en 1918 une inversion par rapport à 1917 : le Viennois représente cette fois 37 % du total des grévistes et 66 % des journées individuelles de grève.

## Anatomie des mouvements de grève

Le contexte socio-économique de ces grèves est bien connu<sup>4</sup> : en remplacement de la production industrielle des zones occupées du nord de la France, le gouvernement demande aux industriels de plusieurs régions qu'ils fassent, dans leurs usines, efforts, reconversions ou même créations (pour la chimie) au profit des productions nécessaires à la guerre. L'Isère aussi est sollicitée à cette fin : il s'en suit un essor industriel remarquable avec pour corollaires l'embauche d'une grande quantité de main d'œuvre ouvrière locale et l'organisation d'une immigration.

### De 1917 à 1918 : une forte radicalisation

L'effectif moyen des grévistes de 1917 était de 250 ; il triple en 1918 passant à 816. Alors que le nombre de journées individuelles de grève a décuplé par rapport à 1917, la durée des grèves de 1918 s'est également accrue, la moyenne annuelle passant de 4,1 à 6,4 journées. En plus de ces deux développements, on voit aussi changer le type des grèves. En 1917, on observe parfois, à côté des grèves touchant une seule usine, que d'autres s'étendent à plusieurs entreprises d'une même branche. Or en 1918, le mouvement change d'échelle, dépasse le cadre de l'entreprise ou de la branche et on ne constate pas moins de cinq grèves générales : trois grèves générales à Vienne (plus celle du 1<sup>er</sup> mai), une grève générale du textile à Moirans en mai, et enfin, le même mois, la grève générale du bassin grenoblois.

### Les acteurs des grèves : femmes, mobilisés, syndicats

Pour l'année 1917, les grèves sont, pour plus de la moitié, lancées à l'initiative des femmes. On le constate dans les secteurs d'emploi féminin, mais aussi parfois dans les entreprises à dominante masculine, comme pour la grève qui touche la métallurgie chez Bouchayer et Magnat-Debon le 1<sup>er</sup> juillet 1917. En revanche, pour 1918, seul un petit tiers des grèves est le fait d'une majorité de femmes.

Parmi le personnel masculin, les *mobilisés* ont un statut particulier. Ces mobilisés sont des ouvriers, souvent qualifiés, appelés aux armées et que les pouvoirs publics, par la loi Dalbiez du 4 juin 1915, ont décidé d'affecter dans les usines pour participer à l'effort industriel de guerre<sup>5</sup>. Ils relèvent du statut militaire : pas plus que les soldats, ils n'ont évidemment le droit de grève. La grève générale de mai 1918 à Vienne n'a semble-t-il impliqué que très peu de ces mobilisés. Le constat est inversé pour le bassin grenoblois avec sa grève générale des 12 au 15 mai 1918, centrée sur la métallurgie et dont la majorité des ouvriers était constituée de ces mobilisés.

Même si toutes les grèves n'ont pas été animées par les syndicats, ces derniers ont joué un rôle moteur dans bien des actions. En 1917, la grève massive des employés du commerce de Grenoble est animée par le syndicat *L'Étoile* de la CGT. Le *Syndicat des Métaux* de Grenoble est à la pointe de la grève générale des 12 au 15 mai, où l'on voit intervenir dans les assemblées les dirigeants Barbaret, Pollin et Groeber. À Moirans, l'*Union des Syndicats du Tissage de la Région Lyonnaise* écrit au préfet le 9 mai. Le *Syndicat de la Chaussure* de Grenoble lance et dirige la grève générale de cette branche en septembre. À Vienne enfin, la CGT et ses dirigeants - Migliorretti, Richetta, Hoercllet et Claudette Coste - animent les trois grèves générales de la draperie.

Il faut par ailleurs noter que les réunions ouvrières, revendicatives ou grévistes, se déroulent le plus souvent à la Bourse du Travail locale : le Gymnase pour Grenoble, le Théâtre pour Vienne. Malgré sa déstructuration due à la mobilisation de 1914, le mouvement syndical s'est donc manifestement réorganisé. Il a su tisser des liens avec les nouveaux ouvriers et ouvrières embauchés massivement dans l'industrie de guerre. Les actions revendicatives sont parfois spontanées, mais elles passent le plus souvent par son canal et ce sont ses dirigeants qui en sont le plus souvent les animateurs.



Jules ADLER, *La grève au Creusot, 1899*

4 Blanchard Raoul, *Grenoble et sa région pendant la guerre*, Imprimerie Allier, Grenoble, 1918.

5 Cette loi permettra de renvoyer du front vers les usines quelque 500 000 affectés spéciaux.

## Des revendications syndicales traditionnelles

La défense du pouvoir d'achat prend le plus souvent la forme d'une demande de majoration de l'*indemnité de vie chère*. La conjoncture, on le sait, est marquée par une forte inflation des prix. Cela explique que 10 des 13 grèves répertoriées en 1917, puis 21 des 27 notées en 1918, aient eu ce thème pour principale revendication. Des grèves sont certes menées sur d'autres thèmes, mais en moins grand nombre. Le passage à la grève est encouragé en même temps par le sentiment bien réel d'un rapport de force relativement favorable aux salariés, grâce au plein emploi qui résulte de l'effort de production industrielle pour la guerre et de la mobilisation au front d'une part importante de la main d'œuvre masculine.

*La revendication principale de chaque grève*

Thème	1916	1917	1918
Défense du niveau de qualification	1		
Pouvoir d'achat		10	21
Baisse du temps de travail		4	
Contre des licenciements		2	2
Contre la discipline dans l'usine		1	
Pour des droits syndicaux			2
Politique et anti-guerre			2

## Une seule grève politique, à Vienne

Ce mouvement « anti-guerre » est unique, mais de grande ampleur : c'est la grève générale de mai 1918 à Vienne qui dure du 21 au 27 mai. Dès le mois de mars, on pouvait noter les prémices de cette action politique. Le 16 mars se tient au Théâtre une assemblée syndicale du textile réunissant 700 ouvriers. Le sous-préfet rapporte que ces ouvriers « *n'ont pas traité des questions syndicales, mais prononcé des discours révolutionnaires réellement hostiles à la continuation de la guerre* ». Le 19 mars, après une assemblée des ouvriers du bâtiment, de petits groupes sillonnent la ville en criant des mots d'ordre pacifistes ; ils recommencent le 24.

Les réunions et discussions à la Bourse du Travail contribuent à radicaliser les options syndicales. L'effort des dirigeants locaux de la CGT affiliés au CDS, n'est pas étranger à cette évolution. Aussi, quand les ouvriers viennois se lancent dans la grève le 21 mai, c'est non seulement pour une augmentation des salaires (malgré l'obtention en février déjà de 1,75 franc pour tous après 3 jours de grève générale), mais aussi pour que le gouvernement avoue ses buts de guerre. Le mouvement va jusqu'à exiger la conclusion d'un armistice.

L'assise la plus ferme de cette grève demeure la draperie, même si les ouvriers du bâtiment et les métallurgistes s'y sont joints. Le 21 mai, les dirigeants de la CGT tiennent un meeting dans un champ (le gouverneur militaire de Lyon ayant supprimé le droit de réunion à Vienne) devant 1 500 grévistes, surtout des femmes et des jeunes. Le 22, ce sont 1 000 grévistes qui se réunissent à Saint-Cyr (Rhône). Les autorités



LAERMANS E., *Un Soir de grève ou Le Drapeau rouge* (1893)

font alors fermer cafés et restaurants qui permettent aux grévistes de se réunir de manière informelle. Le 23 mai, les chefs de la CGT – Miglioretti, Hoerclét et Richetta – sont arrêtés et conduits à Lyon. Les grévistes arrivent à tenir une nouvelle réunion à La Bâtie, mais cette arrestation modifie le rapport de force. La grève était déjà faible dans la métallurgie et, dès le 24 mai, 900 des 1 000 métallos de la cité reprennent le travail. La grève continue dans le textile, mais elle devient défensive et on réclame maintenant la libération des emprisonnés. Le mouvement initié par le CDS ne s'étant pas développé au plan national et 13 syndicalistes viennois

étant maintenant en prison, les grévistes décident d'arrêter le mouvement : le 26 mai, le *Comité ouvrier de Vienne* diffuse une affiche appelant à reprendre le travail le 28.

## Résultats

Sur les 42 grèves recensées pendant la guerre, 18 obtiennent au moins partiellement des résultats, quel que soit leur thème revendicatif.

Les grèves pour le pouvoir d'achat donnent des résultats non négligeables. Dans la plupart des cas, les négociations se concluent par le relèvement de l'indemnité de vie chère, en général de 1 à 2 francs par jour. Ainsi la grève générale viennoise de février 1918 obtient 1,75 franc ; la grève générale de Grenoble de mai 1918 est suivie de longues négociations qui aboutissent à l'un des résultats les plus forts : 2,50 francs d'augmentation par jour et pour tous.

Les autres types de grèves ont moins de résultat, voire aucun. C'est ainsi que les ouvrières de Moirans acceptent finalement après leur longue grève que leur pratique de cotisation syndicale dans l'entreprise soit supprimée *tant que dure la guerre*.

Quant à l'unique grève à caractère politique, elle a fait long feu. L'opinion viennoise dominante était nettement défavorable au combat pacifiste. Les acteurs de la grève générale du mois de mai à Vienne se trouvèrent finalement isolés au sein de la population viennoise, qui approuva ou laissa faire la répression menée alors par les pouvoirs publics.

## Le patronat et les pouvoirs publics face aux grèves

### L'attitude du patronat

Le refus de tout dialogue est chose rare. Le plus souvent, le patronat s'engage dans des négociations. Il compte aussi sur l'épuisement des grévistes et de leurs caisses de secours. L'appel aux autorités pour qu'elles installent des forces de police devant l'usine se pratique dans une minorité de cas. Dans plusieurs grèves, c'est la remise en marche de l'usine avec une minorité d'ouvriers qui décourage les grévistes et amène soit la reprise, soit l'affaiblissement des revendications.

Les négociations sont le plus souvent longues, car les délégués ne sont pas toujours approuvés par l'assemblée des grévistes quand il s'agit de rendre compte. Elles le deviennent d'autant plus lorsque la médiation publique devient nécessaire, quand le patronat décide ne rien céder, comme à Vienne en l'été 1918.

### La politique des pouvoirs publics

Les pouvoirs publics réagissent face aux problèmes qu'entraîne la hausse des prix. Ils veillent particulièrement à prévenir ou désamorcer tout conflit sur cette question pour ne pas risquer la paralysie des entreprises travaillant pour la Défense nationale, quitte à aller à l'encontre des intérêts individuels des patrons. Ainsi, le 18 novembre 1917, le ministère de l'armement prend-il un arrêté révisant à la hausse les salaires des ouvriers des usines de guerre pour les arrondissements de Grenoble et de Saint-Marcellin.

Localement, préfet et sous-préfet sont chargés de prévenir ou d'abrèger les conflits sociaux. Quand des revendications émanent d'un groupe de salariés, la préfecture, si elle est avertie, fait souvent pression sur l'employeur, ou sur le syndicat patronal, pour qu'il trouve un compromis. Quand éclate un conflit, la préfecture agit pour non seulement assurer le maintien de l'ordre, mais aussi promouvoir une solution rapide et négociée. Elle délègue pour cela un commissaire spécial et désigne parfois un juge de canton comme médiateur. Il arrive même au préfet de payer de sa personne, venant ainsi à Vienne pour la grève générale de la draperie en août 1918. Au total, pendant la guerre, c'est une grève sur trois qui reçoit les bons offices d'un conciliateur public.

De leur côté, les syndicalistes et les ouvriers ont intégré cette nouvelle donne dans leur démarche revendicative. Nombre de revendications adressées aux patrons ou à une chambre patronale, sont doublées d'un courrier au préfet. La section de Moirans de l'*Union des Syndicats du Tissage de la Région Lyonnaise* écrit le 9 mai 1918 au préfet de l'Isère, en sollicitant son appui dans le conflit chez Bickert & Martin : « *C'est un legs d'honneur que nous ont laissé nos braves poilus qui, comme tous les Français d'ailleurs, ont volé à la frontière pour défendre nos*

foyers et nos chères libertés que des barbares voulaient nous ravir. (...) Nous faisons appel à votre haute bienveillance, vous qui êtes si dévoué à la cause ouvrière, pour nous prêter votre appui à solutionner ce conflit. »

Cela n'empêche pas l'État de montrer sa force à l'égard des grévistes. Policiers et gendarmes sont envoyés aux portes des usines pour impressionner les grévistes ou empêcher la formation de piquets de grève. Toutefois, la plupart du temps les pouvoirs publics s'interdisent toute intervention qui pourrait aggraver le conflit. La consigne est à la conciliation, voire à la prévention, plutôt qu'à la répression. Dès lors, bien sûr que la contestation reste dans le cadre de l'entreprise.

Il en va différemment quand il s'agit de traquer les propos, les écrits ou les manifestations hostiles à l'unanimité patriotique. La même volonté de sauvegarder la production nécessaire à la Défense nationale amène alors les autorités – préfecture ou commandement militaire – à réprimer les grèves, comme à Vienne en mai 1918.

## Vienne et Grenoble : un même combat ?

### Par rapport au mouvement national

Les grèves en Isère reprennent les traits observés au plan national, mais divergent quant à la participation. Nationalement, les effectifs grévistes baissent de 1917 à 1918 (passant de 214.000 à 176.000 grévistes) alors qu'à l'inverse, la tendance est à la hausse en Isère.

Dénombrement des grèves en Isère

année	journées de grèves	grévistes	journées individuelles de grève
1917	54	3254	10 544
1918	174	22 042	125209

Au contraire de Vienne, Grenoble n'a donc pas connu de grève politique. Cela surprend lorsqu'on se rappelle que les dirigeants socialistes et syndicalistes de Grenoble penchaient pour la position *minoritaire* pacifiste de la SFIO. Le contexte politique et économique étant le même pour Vienne et Grenoble entre 1914 et 1918, il faut chercher l'explication de ces disparités du côté de la formation, des expériences et des options politiques des différents acteurs de ces conflits dans l'immédiat avant-guerre et pendant la guerre.

### De fortes disparités des réalités ouvrières de l'Isère

Déjà dans le proche avant-guerre, par rapport à ceux de Vienne, les ouvriers de Grenoble peinent à se mobiliser sur les thèmes antimilitaristes et pacifistes. Quand la CGT nationale appelle à la grève générale contre la guerre le 16 décembre 1912, la police ne compte que 400 personnes au meeting de Grenoble, contre 1 600 à celui de Vienne. En 1913 et 1914, la SFIO mène l'action contre la *loi des 3 ans*<sup>6</sup>. Des meetings sont organisés et il est fait pression sur les *retraites*<sup>7</sup> des contingents urbains ; pression particulièrement vive à Vienne, où les autorités doivent se résigner à supprimer ces défilés militaires.

Pendant la guerre, on voit aussi que la politisation diffère. Le 1<sup>er</sup> mai 1917 à Vienne, à l'appel de la CGT, une assemblée de 700 ouvrières et ouvriers prend position contre la guerre et vote une motion de soutien à la révolution russe de février. À Grenoble, ce 1<sup>er</sup> mai passe presque inaperçu et il faut attendre le suivant pour mobiliser 2 000 personnes lors du traditionnel meeting.

La place des femmes, avec leur entrée massive dans l'industrie, comme leur rôle de premier plan dans les grèves de 1917, pose question au syndicalisme et reçoit plusieurs réponses.

Les SLF (Syndicats Libres Féminins), mouvement syndical soutenu par l'Église et créé à Voiron en réaction à la grève de 1906, défendent la place traditionnelle des femmes mais aussi leur di-

6 En janvier 1913, un projet de loi qui permettrait d'augmenter les effectifs de l'armée est annoncé en Allemagne. Pour marquer la détermination de la France, les gouvernements Briand puis Barthou proposent au Parlement de passer la durée du service militaire de 2 à 3 années. Le débat est vif dans le pays : la loi est adoptée les 19 juillet et 5 août, mais elle sera au cœur de la campagne pour les législatives de 1914, les socialistes se faisant les champions de son rejet.

7 Dans les villes de garnison comme Grenoble, la « retraite » est le défilé des militaires qui, le soir, rentrent à leur caserne. Ce défilé est souvent agrémenté de musique militaire et destiné à cultiver la popularité de l'armée auprès de la population.

gnité comme travailleuses. Ces SLF se développent à Grenoble, en Isère, mais ne semblent pas prendre pied à Vienne. Ils obtiennent en 1917 par de nouveaux contrats collectifs la semaine anglaise pour les femmes et les jeunes filles. Cet accord concerne 70 usines de tissage sur les 120 que compte le département. Il a été obtenu par trois mois de négociation avec les patrons et les pouvoirs publics et sans la participation de la CGT. Ce syndicalisme chrétien, parce qu'il se tient à l'écart des grèves, est une force qui compte. Il apparaît logique que, là où les SLF sont forts, l'influence du CDS et de ses idées ont du mal à progresser.

La CGT défend la conception *lutte de classe* du syndicalisme. Elle syndiquait déjà les ouvrières du commerce et du textile notamment ; elle cherche désormais des réponses pour les nouvelles ouvrières. Ainsi organise-t-elle, non sans succès, des *sections féminines* dans la métallurgie.

## Des histoires politiques sensiblement différentes

Par rapport au grand débat qui traverse le mouvement ouvrier – soutenir la guerre et participer au gouvernement, ou pas – les dirigeants viennois et grenoblois font des choix différents.

À Vienne, le socialiste (et patron drapier) Brenier s'allie aux radicaux et conquiert la municipalité en 1906. Conciliateur dans les conflits sociaux, il soutient l'orientation favorable à l'Union sacrée. Mais la CGT viennoise, animée par des militants influencés par l'anarchisme, se bat contre la guerre et les *profiteurs de guerre*.

À Grenoble, les dirigeants socialistes puis CGT basculent rapidement vers la position *minoritaire*. Le 10 mai 1915, Mistral signe l'éditorial : « *Pour la paix définitive ! Nous irons jusqu'au bout. (...) Avec tous les socialistes, je crois que les conflits entre les nations ne prendront fin qu'avec la fin du régime capitaliste.* » En novembre le *Droit Du Peuple* rend compte de la tenue de la Conférence de Zimmerwald<sup>8</sup>. Fin juin 1916, le député Raffin-Dugens vote contre les crédits de guerre à l'Assemblée et participe à la Conférence de Kienthal<sup>9</sup>. En septembre 1916, le mouvement syndical grenoblois se rallie au camp des *minoritaires* de la conférence de Kienthal. On ne sait pourtant si cette prise de position concerne, au-delà du cercle dirigeant ou militant, la base syndicale et l'opinion ouvrière.

Pour ce qui tient du discours politique, les dirigeants socialistes et cégétistes grenoblois ont donc eu une position très en pointe, entre « minoritaires » et « Kienthaliens internationalistes ». Leur propagande, au moyen du *Droit du Peuple*, se fait sur une orientation dont la logique aurait dû apparemment aboutir au soutien à la grève pacifiste du CDS le 21 mai 1918. Cela n'a pas eu lieu. Aucun dirigeant socialiste ou syndical grenoblois ne semble avoir participé au congrès du CDS à Saint-Étienne<sup>10</sup>, et personne probablement n'a appelé les ouvriers grenoblois à faire grève le 21 mai 1918.

Nous savons maintenant qu'à Vienne, la ou les grèves (si l'on inclut le 1<sup>er</sup> mai) de mai 1918 furent politiques et pacifistes ; l'activité de la CGT locale de 1906 à 1918 (voire depuis la grande grève de 1899) permet de comprendre cette radicalisation politique. Par contre, l'absence à Grenoble de dimension politique des grèves de 1918 n'est pas éclaircie. Les dirigeants socialistes et syndicalistes grenoblois n'ont-ils pas su faire partager à leurs adhérents leur opinion pacifiste, ou bien le fort renouvellement des effectifs ouvriers dans les entreprises en plein essor les a-t-ils placés en décalage devant une classe ouvrière nouvelle (par exemple, dans les industries mécaniques grenobloises, le nombre d'ouvrières passe de 200 à 4 500 de 1914 à 1918), certes revendicative pour ses salaires, mais dépourvue de tradition et de politisation ?

8 La conférence de Zimmerwald est une rencontre de personnalités socialistes qui s'est tenue dans le village suisse de Zimmerwald du 5 au 8 septembre 1915. L'objectif de la conférence était de rassembler les socialistes fidèles à l'internationalisme et de lutter contre la guerre et contre le triomphe du chauvinisme et du militarisme dans la social-démocratie : les participants critiquaient comme « nationaliste » la participation à des gouvernements d'Union sacrée dans les pays belligérants.

9 La Conférence de Kienthal s'est tenue en Suisse du 24 au 30 avril 1916. Elle fait suite à celle de Zimmerwald et 44 délégués socialistes y participent. Ils viennent de nombreux pays européens, y compris des belligérants. Du côté russe, de futurs acteurs de la Révolution d'octobre, comme Lénine et Zinoviev, sont présents. Trois députés de la SFIO (observateurs) y arrivent malgré la privation de passeport : Pierre Brizon, Alexandre Blanc et Jean-Pierre Raffin-Dugens.

10 La situation des opposants à la guerre était compliquée aussi par leurs propres divisions. Après Zimmerwald, la minorité se divisent entre plusieurs comités : le Comité pour la reprise des relations internationales de Fernand Loriot et Alphonse Merrheim, le Comité de défense syndicale, plus syndicaliste-révolutionnaire, et le Comité de défense du socialisme international plus modéré.